LE JEUNE
INDÉPENDANT

N° 6769 - SAMEDI 22 AOÛT 2020

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Célébration du 64e anniversaire du Congrès de la Soummam

UNE SEULE RÉVOLUTION

UNE SEULE VOIX



Soixante-quatre ans après, l'enjeu du congrès de la Soummam demeure entier. Alors que la révolution armée, déclenchée le premier novembre 1954, achevait péniblement sa deuxième année, les chefs du Front de libération nationale savaient que la résistance au colonialisme devait s'organiser avec rigueur pour qu'elle puisse durer dans le temps. L'objectif stratégique était d'unifier avant tout les rangs.

Pages 2, 3, 4 et 5

CORONAVIRUS

409 nouveaux cas, 306 guérisons et 7 décès en 24 heures

Page 16

TEBBOUNE A INSPECTÉ SES DIFFÉRENTES STRUCTURES

LA GRANDE MOSQUÉE D'ALGER INAUGURÉE LE 1er NOVEMBRE

Page 16

PALESTINE

L'aviation israélienne bombarde Ghaza

Page 7

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 20 DA, FRANCE 1 EURO

ANNIVERSAIRE DU CONGRÈS DE LA SOUMMAM

Le ressourcement à Ifri

COMME de chaque année, des milliers de personnes ont convergé vers le mémorial d'Ifri pour marquer le 64 ème anniversaire de la tenue du congrès de la Soummam qui coïncide avec le 20 Août. Partis politiques, organisations de masse, autorités, citoyens, mouvement associatifs ont mobilisé leurs troupes pour marquer ce double évènement qui reste, incontestablement, l'une des date les plus marquantes de l'histoire contemporaine du pays. Une halte qui a changé le cours de la lutte pour le recouvrement de l'indépendance du pays sur le plan de l'organisation, le plan militaire et politique dans la mesure où cette rencontre a donné l'occasion à la lutte armée de se doter de plusieurs instances qui lui ont permises d'avoir un regard lucide. Le congrès de la Soummam devait avoir lieu avant cette date, soit quelques mois ou un an après le déclenchement de la révolution comme convenu mais, par prudence, les architectes de la révolution ont jeté leur dévolu sur Ifri, un lieu isolée surplombant la commune d'Ouzellaguen actuellement après avoir programmé cette rencontre dans d'autres région. Le congrès était compromis jusqu'à aux derniers moments suite à un accrochage avec l'armée coloniale dans la région de Tazmalt. Il a eu lieu sans que l'armée coloniale ne sache l'endroit que plus tard. Et comme représailles à ce défi, une opération militaire de grande envergure baptisée «opération jumelle» avait été menée dans la région de la haute Soummam. Elle avait été caractérisée par un grand ratissage et une chasse à l'homme qui a fini par le bombardement implacable des villages de la région. La célébration populaire du 64 ème anniversaire de la tenue du congrès de la Soummam à Ifri a vu la présence de plusieurs figures du mouvement Hirak dont Mustapha Bouhachi, Fodil Boumala et Karim Tabbou qui a été triomphalement accueilli. On pouvait apercevoir aussi Ramdane Taâzivt, député du PT, les détenus du mouvement populaire, des élus et cadre du FFS et du RCD qui se sont mobilisés à l'occasion comme chaque année. Des citoyens venus des quatre coins du pays en dépit de la canicule qui a affecté la région le jour même surtout avec des températures extrêmes élevées. Plusieurs citoyens, jeunes, ont marché la veille depuis plusieurs communes dont Amizour, Aokas, Béjaïa vers Ifri pour participer au recueillement qui a vu le dépôt de plusieurs gerbes de fleurs. La Fédération du FFS de Béjaïa a mobilisé ses militants pour la circonstance «réitérant les résolutions du premier congrès du Front de Libération Nationale historique tenu le 20 août 1956 à ifri, dont «l'indépendance de l'Algérie, l'édification d'un Etat démocratique et social», entre autres.

De Béjaïa, N. Bensalem

20 AOÛT 1955 ET 1956

Tebboune : «Un scellement de la fusion moudjahidine-peuple»

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a affirmé, avant-hier dans un message à l'occasion du double anniversaire de l'offensive du Nord constantinois et la tenue du Congrès de la Soummam, que le premier évènement a scellé la fusion entre les Moudjahidine et le peuple jusqu'à la victoire, et le second a consolidé cet acquis historique à travers une meilleure organisation de la lutte armée.



«La Journée nationale du Moudjahid, qui coïncide avec le 1er jour de l'année de l'Hégire, qu'Allah le renouvelle pour nous tous et pour la Oumma musulmane, dans le bien-être et la bénédiction, est pour nous l'opportunité de célébrer deux stations marquantes de notre glorieuse Guerre de libération. Si le premier évènement a scellé la fusion entre les Moudjahidine et le peuple, jusqu'à la victoire, et conféré à leur lutte une dimension maghrebine, dictée par le devoir de solidarité avec le peuple marocain frère, qui réclamé le retour de l'exil du Roi Mohamed V, le second a consolidé cet acquis historique à travers une meilleure organisation de la lutte armée, qui a donné un nouveau souffle à l'ALN pour atteindre l'objectif de l'indépendance et du recouvrement de la souveraineté nationale» a affirmé le chef de l'Etat dans un lu en son nom par le ministre des Moudjahidine et des Ayants-droit, Tayeb Zitouni lors des festivités officielles à Bordj Bou Arreridj à l'occasion de la Journée national du Moudjahid.

Il a également soulevé que « ce soulèvement populaire a eu un retentissement avéré dans le processus d'internationalisation de la cause algérienne, qui fut ainsi portée à l'Assemblée générale des Nations-Unies et acquit la sympathie de larges pans de l'opinion publique occidentale, et le soutien de nombreux pays, notamment afro-asiatiques».

Le Président a rappelé que «cet anniversaire nous permet de réitérer le soutien de l'Algérie, qui a tant souffert des affres de la colonisation, aux peuples en lutte pour leur droit à l'indépendance, et en premier lieu aux frères Palestiniens et Sahraouis».

M. Tebboune a relevé que la nécessité de «resserrer notre Front interne, à mobiliser nos énergies créatrices et à libérer les idées et les initiatives pour concrétiser le projet du changement radical global, celui de l'édification d'une Algérie forte de ses institutions démocratiques, où la compétence et l'intérêt de la nation sont les seuls critères à faire valoir». Elles sont, en outre, un message à l'adresse des générations montantes pour leur rappeler leur responsabilité dans la sauvegarde de la patrie à travers notamment la préservation de la Mémoire collective, qui doit rester, en tout temps et toutes circonstances, l'étendard de nos gloires.

Le président de la République a réitérer son engagement à le rapatriement des ossements de tous les Chouhadas exilés pour être inhumés dans leur pays. «Après le rapatriement des ossements des 24 chefs de la Résistance populaire et de leurs compagnons, conservés dans les sous-sols du Musée de l'Homme à Paris, je tiens à réitérer mon engagement à poursuivre cette entreprise jusqu'à ce que les ossements de tous nos Chouhada, exilés et déportés, soient honorablement inhumés dans leur pays. Fidèles au serment nous demeurerons tant qu'Allah nous prête vie». Pour sa part, le ministre des Moudjahidine et des Ayants-droit, Tayeb Zitouni a indiqué attendre «le lancement prochain d'une chaine nationale à thématique historique afin de préserver notre histoire dont nous sommes fiers» et a invité à, ce propos tous les journalistes à contribuer à cette démarche.

Il a également rappelé l'importance accordée par le président de la République Abdelmadjid Tebboune à la préservation de la mémoire nationale et la protection des symboles de la résistance populaire et de la glorieuse révolution.

M. Zitouni a relevé à ce propos que ''notre tâche ne se limite pas à la récupération des crânes des héros de la résistance populaire qui demeure un évènement majeur mais inclut également le travail pour la récupération des archives nationales, le dossier des indemnisations liées aux expériences nucléaires françaises dans le Sahara algérien ainsi que celui des expatriés vers la nouvelle Calédonie et ailleurs''.

S.O. Brahim

TIZI-OUZOU

Inauguration des stèles à l'effigie d'Amirouche et d'Ali Mellah

LA COMMÉMORATION de la journée du 20 août 1956 à Tizi-Ouzou a été marquée par l'inauguration des stèles à l'effigie des héros de la révolution les colonels Amirouche et Ali Mellah.

La première a eu lieu Dans la commune d'Iboudrarène, daïra d'Ath-Yenni et la seconde à M'kira. Concernant l'inauguration de la statue du colonel Amirouche laquelle a eu lieu bien entendu à Iboudrarène, la cérémonie s'est déroulée en présence du fils du défunt colonel de l'ALN, Nordine Amirouche et du président de la fondation Amirouche et non moins vice-président de l'APW de Tizi-Ouzou, Idir Ikène, des autorités civiles et militaires, à leur tête, Mahmoud Djemaâ, de nombreux Moudjahidine, des représentants de la société civile et de nombreux citoyens venus des quatre coins du pays. L'activité cérémoniale a été également rehaussée par la présence du Président du Conseil de la nation Salah Goudjil. Pour ce qui est de l'inauguration de la stèle à l'effigie du colonel Ali Mellah, elle a eu lieu au village d'Imlikchène, commune de M'kira. La cérémonie a été à la hauteur de la grandeur du feu colonel de l'ALN, tombé au champ d'honneur le 31 mars 1957 les armes à la main au Djebel Chaoun, commune de Tarek Ben Ziad, actuelle wilaya de Aïn-Defla.

A cette cérémonie, étaient présents le fils du héros, Amar Mellah, de nombreux Moudjahidine, des personnalités politiques et culturelles, des représentants de la société civile et de nombreux citoyens anonymes venus des quatre coins du pays. Il est à noter que de nombreux citoyens de la wilaya de Tizi-Ouzou ont fait le déplacement jusqu'à Ifri-Ouzellaguen pour faire le pèlerinage à la maison qui a abrité le légendaire congrès de la Soummam. Il faut relever que depuis l'année 2001, le pèlerinage à Ifri-Ouzellaguen tous les ans à l'occasion de la journée du Moudjahid, est devenu une tradition.

Saïd Tissegouine

CÉLÉBRATION DU 64e ANNIVERSAIRE DU CONGRÈS DE LA SOUMMAM

Une seule révolution, une seule voix

Soixante-quatre ans après, l'enjeu du congrès de la Soummam demeure entier. Alors que la révolution armée, déclenchée le premier novembre 1954, achevait péniblement sa deuxième année, les chefs du Front de libération nationale savaient que la résistance au colonialisme devait s'organiser avec rigueur pour qu'elle puisse durer dans le temps. L'objectif stratégique était d'unifier avant tout les rangs.



Pour les stratèges du FLN, le mot d'ordre était simple : une seule révolution, une seule voix!. Pour le tandem Abane Ramdane-Larbi Ben M'Hidi, il fallait d'abord convaincre et rallier toutes les forces politiques nationales autour de l'idée de l'indépendance, ensuite organiser et structurer la lutte sur les plans militaire, politique, logistique et diplomatique et enfin imposer un seul et unique interlocuteur face à l'ennemi.

C'est sans doute ce programme colossal qui a permis à ce congrès de réussir et de devenir la pierre angulaire de cette Algérie combattante. C'est encore ce congrès qui balisa le chemin vers la restauration de la souveraineté nationale, pour reprendre les termes de l'historien El Korso. Les architectes de la plateforme avaient analysé la déclaration du 1er novembre, sa portée et ses limites.

Ils ont porté un regard critique et objectif sur cette révolution naissante, mesuré les moyens et les potentiels de la lutte. Ils ont surtout mis en avant leur rejet contre les ambitions personnelles, les individualismes, les esprits sectaires et claniques et les divisions, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur, qui se formaient autour des déclencheurs de la révolution.

C'est grâce ce congrès que les autres forces politiques algériennes ont rejoint la révolution. Les udmistes, les centralistes, les communistes, les réformistes musulmans, les intellectuels autonomes, et même des cadres et militants messalistes, tous ont trouvé dans cette plateforme un point de ralliement patriotique et un esprit unificateur.

Pour les congressistes de la Soummam, il existe deux points majeurs à édifier et à défendre: premièrement, organiser la révolution, structurer la base combattante et lui donner les moyens de la lutte. C'est ici que le FLN créa les six wilayas, plus la zone autonome d'Alger, des commandements et des conseils, désigna des chefs et des commissaires, et lança de nouvelles formes d'organisation de la résistance dans la campagne, mais aussi dans les agglomérations urbaines.

Deuxièmement, imposer la fameuse primauté du politique sur le militaire et celle de l'intérieur sur l'extérieur. Il s'agit ici d'un postulat stratégique qu'Abane avait pensé, après avoir connu et subi les affres de la division, des manœuvres de diversion et les attitudes de leaderships de certains responsables.

Et c'est sans doute cela qui a provoqué plus tard son assassinat par ses propres compagnons, paniqués à l'idée de perdre des privilèges ou des pouvoirs.

Pour l'historien El Korso, la victoire du Congrès a été «de facto» celle de Abane, dont «le leitmotiv a été l'unité dans le combat, laquelle passait par l'élargissement et l'ouverture de la base militante et combattante du FLN à toutes les forces nationales anticolonialistes. Même les communautés chrétiennes et juives étaient sollicitées pour apporter leurs concours à la lutte libératrice.

Dans ce sens, il faut rappeler les propos tenus par Abane à Ferhat Abbas lorsqu'il lui avait dit: «le FLN n'appartient à personne, mais au peuple qui se bat. L'équipe qui a déclenché la Révolution n'a acquis sur celui-ci aucun droit de propriété.Si la Révolution n'est pas l'œuvre de tous, elle avortera inévitablement».

Aujourd'hui, il paraît bien clair que ces idées de souveraineté et de primauté planent de nouveau sur la vie politique nationale. Elles résonnent encore, comme au temps du hirak, l'an passé, comme un perpétuel discours de revendication populaire et citoyenne.

Mohamed K.

MALGRÉ LE QUADRILLAGE PAR L'ARMÉE FRANÇAISE

La protection du Congrès fut une prouesse

SI LES ATTAQUES du Nord Constantinois du 20 Août 1955 avaient consacré, moins d'une année après le début de la Révolution armée du 1er Novembre 1954, la rupture entre les populations algériennes et l'ordre colonial, le congrès de la Soummam avait a posé les jalons d'une véritable organisation de la lutte armée. Il est considéré par nombre d'historiens comme l'acte majeur structurant de la révolution. Sa tenue avait pour but de structurer, d'organiser et surtout donner une assise nationale à l'acte révolutionnaire sur le plan interne mais aussi lui assurer une présence sur le plan international. C'est en tout cas la tenue du congrès, entre le 13 et le 20 aout 1956 au village d'Ifri dans la commune d'Ouzellaguen dans la wilaya III historique qui consacrera la mise en place du Conseil national de la Révolution algérienne (CNRA) et le Comité de coordination et d'exécution (CCE), qui auront la charge de gérer la suite des évènements. Minutieusement étudié, le choix du village lieu de la tenue du congrès, au fond de la région kabyle au milieu de ses chemins difficilement accessibles et des montagnes fortement boisées n'était pas fortuit. La région est encerclée par une chaîne de montagnes qui s'étend jusqu'à la forêt d'Akfadou au Sud de Béjaïa, ce qui pouvait permettre aux participants d'opérer rapidement des replis en cas de danger. Ayant eu vent d'une présence de leaders de la révolution dans la région, l'armée française a déployé de nombreux régiments notamment sur l'axe reliant Béjaia à Tazmalt au Sud-Ouest. Des opérations ont ainsi été menées par l'armée coloniale afin de tenter de faire échouer toute tentative de rassemblement au cas où elle ne pouvait décapiter les cerveaux de la Soummam. Le congrès devait réunir les délégués issus de l'ensemble des régions, des wilayas historiques, tous étaient présents sauf ceux des Aurès, la wilaya I, et les représentants de l'extérieur, qui sera par la suite désignée par la wilaya VII. Le transport des délégués et la protection du Congrès minutieusement mis en place relevaient d'une véritable prouesse, au vu du quadrillage très serré du territoire par l'armée française. Parmi les points mis en avant, d'ailleurs, par les congressistes au cours du congrès celui relatif à l'affaiblissement de la France particulièrement de l'armée française par tous les moyens dont pourraient disposer les Algériens. Parmi les objectifs tracés, la détérioration à grande échelle de l'économie colonialiste par le sabotage, pour lui rendre impossible l'administration normale du pays, la perturbation au maximum de la situation en France sur le plan économique et social pour rendre impossible la continuation de la guerre et surtout l'isolement politique de la France en Algérie et dans le monde avaient ainsi été mis en avant. La machine de propagande coloniale accusait le FLN d'être à la solde d'une puissance étrangère. Face au matraquage médiatique français, visant à réparer le préjudice causé par ses pratiques notamment celles de la torture et de l'exécution arbitraire, la plate-forme de la Soummam avait pris le soin de remettre les choses dans leur contexte véritable. «La Révolution algérienne est un combat patriotique dont la base est incontestablement de caractère national, politique et social. Elle n'est inféodée ni au Caire, ni à Londres, ni à Moscou, ni à Washington», avaient mentionné le texte issu de la rencontre. Le sort de l'Algérie Française était scellé et les jalons fondateurs d'une Algérie libre démocratique et sociale avaient été posés. Le texte adopté soulignera en effet l'unité du peuple algérien qui sera défini beaucoup plus largement que par la seule composante arabe et musulmane, car la mouture y inclut les Européens et les juifs.

Amine B.

LE CONGRÈS DE LA SOUMMAM

Un cheminement crucial

Par Badr'Eddine Mili

Dans son livre « Le système politique algérien, formation et évolution [1954-2020] « Badr' Eddine Mili retrace les éléments fondateurs du Congrès de la Soummam. Grace à un travail minutieux et documenté, l'auteur revient sur les circonstances ayant amené les dirigeants du FLN à canaliser l'action libératrice contre le colonialisme et lui conférer la dimension institutionnelle et politique qui devait dessiner l'Algérie post-indépendance. Il s'agissait d'un cheminement crucial qui a donné consistance à la révolution armée contre le joug colonial.



1.2. L'étape antérieure au congrès de la Soummam

Quelques observations liminaires gagneraient à être notées ici, pour saisir aussi bien l'environnement politique et militaire des préparatifs du congrès que les facteurs qui ont concouru à ses conclusions. Elles sont en nombre de trois :

a. Il n'était pas aisé de tenir un rassemblement aussi important dans une des zones de guerre les plus exposées et les plus surveillées. Prévu d'abord par une lettre de Abane à Ben Bella dans le Nord Constantinois, près d'El-Milia, à l'invitation de Zighoud Youcef, le rendez-vous fut déplacé vers le territoire de la zone 3, dans un premier temps à la Kalaâ des Béni Abbès, puis sur les hauteurs d'Ouzalaguen surplombant la vallée de la Soummam où étaient stationnées de nombreuses garnisons et unités militaires françaises, fixes ou en mouvement. La tâche ne s'annonçait guère facile, mais c'était compter sans ces hommes habitués depuis le PPA à participer à des congrès et à rédiger des textes doctrinaux, pièces maitresses témoignant de la pertinence des travaux de réflexion effectués par le mouvement national indépendantiste.

Il suffit aussi d'avoir à l'esprit la fréquence et la célérité avec lesquelles ils se déplaçaient pour maintenir le contact entre eux et avec la base, en empruntant tous les moyens disponibles, de l'avion et du bateau lorsqu'ils devaient se rendre en Europe ou au Moyen Orient, jusqu'aux cars et aux bêtes de somme qui les acheminaient clandestinement vers les innombrables points de chute et les refuges disséminés sur tout le territoire national, du Tell au Sahara, ainsi que Mohamed Mechati le raconta dans son livre «Parcours d'un militant».

En fin de compte, ils y parvinrent grâce à un travail organisationnel et sécuritaire méticuleux auquel veillèrent les hôtes de l'évènement : Amirouche, Dehilès, Mira, H'mimi, Mohammedi Saïd, membres du comité qui accueillit et accompagna à travers la zone 4 jusqu'à la Petite Kabylie Krim, Ben M'Hidi, Zighout, Bentobbal, Abane, Ouamrane et Benaouda, les dirigeants de l'extérieur ayant fait faux bond, Ben Boulaïd et Didouche tombés au champ d'honneur et Rabah Bitat arrêté.

b. Le congrès se réunit, une année, jour pour jour, après que le face à face FLN/Armée d'occupation eut pris une autre tournure avec l'offensive lancée par Zighoud Youcef dans le Nord Constantinois, qui transforma l'insurrection en guerre totale, un évènement d'une grande résonnance nationale et internationale.

Les opérations combinées par l'ALN contre les positions de l'armée française et de ses relais ultras fut la première et la plus grande des batailles de la Révolution, celle qui poussa les gouvernements de la IVe République à faire voter les pouvoirs spéciaux et à battre le rappel des réservistes et du contingent pour venir à bout de ce qu'ils désignaient par l'euphémisme «d'évènements». L'effet désintégration ne toucha pas seulement le dispositif politico-militaire français désarçonné et obligé d'engager les grands moyens, associés à ceux de l'OTAN, pour limiter les dégâts et prévenir une contagion plus étendue.

Le 20 Août 1955 eut une conséquence plus magistrale qui déjoua les pronostics de l'administration coloniale en réussissant à avoir raison de l'entre-deux des centralistes, des réformistes et des communistes. Il poussa les forces attentistes à se déterminer et à prendre fait et cause pour la Révolution en la rejoignant, débarrassées de leurs étiquettes partisanes, la condition posée par le Front.

c. Ces avancées militaires et politiques qui ont conforté les bases de la Révolution et rendu le congrès de la Soummam possible ne sauraient cependant faire oublier qu'elles furent obtenues en payant le prix fort. Les morts au champ d'honneur, les arrestations, l'expatriation de plusieurs dirigeants ouvrirent de nombreuses brèches dans la chaîne du commandement. La disparition de Benabdelmalek Ramdane, le premier martyr tombé les armes à la main le 1er Novembre même à Cassaigne, suivi de Didouche Mourad le 18 janvier 1956, chef de la zone 2 (Nord Constantinois), non loin de Philippeville (Skikda) ; l'arrestation à la Casbah d'Alger de Rabah Bitat, chef de la zone 4 (Algérois), peu de temps après le début de la guerre, puis de Mostefa Ben Boulaïd, chef de la zone 1 (Aurès - Nememchas), incarcéré à la prison de Constantine d'où il s'évada en compagnie de Tahar Z'biri avant d'être victime de l'explosion d'un poste radio piégé parachuté d'un hélicoptère en mars 1956 ; des pertes considérables ayant frappé le centre de la direction historique du FLN, complétées par la mise en détention de plusieurs ex-membres du groupe des 22 : Lamoudi, Merzougui, Bouadjadj, Bouchaïb, et le départ de Mohamed Boudiaf et de plusieurs ex-membres de l'OS missionnés pour structurer la Fédération de France, précédés du décès prématuré en 1952 de Mohamed Belouizdad et les assassinats de Mohamed Bouras, Rédha Houhou, Cheikh Larbi Tebessi et Aïssat Idir, perpétrés dans le continuum des décapitations, de l'emprisonnement et des déportations des tribus de la résistance et de leur chefs, de Cheikh El-Mokrani et Boubaghla à Cheikh Bouamama, Cheikh El-Haddad, Boumaza, Benchohra et Cheikh Amoud. C'est dire le poids immense de la responsabilité qui allait peser sur les épaules des congressistes, auxquels revenait la tache de doter la Révolution d'une vision à long terme et d'un État à la hauteur de sa nouvelle stature.

II. De la synthèse de la Soummam aux schismes du Caire et de Tripoli

Évènement capital dans l'Histoire de la jeune Révolution algérienne, le congrès de la Soummam, par les participants qu'il a réuni, les textes qu'il a rédigé, les décisions qu'il a prises et les répercussions politico-militaires qu'il a eu, fut et continue d'être le premier et unique congrès du FLN à avoir été, aussi longtemps et aussi longuement, analysé et commenté, parce qu'il a, d'un avis général, apporté à la problématique de la lutte de libération – dans ses portées politiques et institutionnelles, nationales et internationales – des réponses neuves, audacieuses et adaptées aux exigences du contexte de l'heure et du long terme.

1. Les participants

Les congressistes de la Soummam, pour rappel : Ben M'Hidi, Abane, Krim, Zighout, Bentobbal, Benaouda, Ouamrane, Dehiles…, étaient des dirigeants qui se connaissaient bien, grandis dans le creuset du PPA-MTLD dont ils avaient vécu les moments durs, des massacres du 8 Mai 1945 et de la crise berbériste de 1949 à l'implosion du parti, encore vivaces dans leur conscience.

Venus d'horizons sociaux voisins, ils étaient porteurs de la diversité des cultures et des langues de leur peuple ; mais par-dessus tout, de ses fortes aspirations communes, ils étaient déterminés à transformer les professions de foi théoriques de la Proclamation du 1er Novembre en actes fondateurs d'une nouvelle réalité politique, sociale et morale de l'être national algérien.

Il serait présomptueux de vouloir sonder, rétrospectivement, leurs états d'âme et de chercher à connaître les intentions et les ambitions qu'ils nourrissaient secrètement pour le mouvement ou pour eux-mêmes. De telles informations, si elles avaient été disponibles, auraient bien sûr permis d'éclairer, pour les besoins de la vérité historique, certains aspects des décisions qu'ils avaient prises, les désaccords et les non-dits qui les avaient sans doute entouré. Ce qui peut cependant être tenu pour certain, c'est que ces hommes, «ni anges ni démons», étaient des pragmatiques dont on aurait pu tout penser sauf qu'ils n'avaient pas les pieds sur terre. Comment, autrement, s'y seraient-ils pris pour énoncer, proposer, débattre et adopter des textes chargés d'autant de cohérence et de sens de la prévision ?

2. Les rédacteurs

La première mouture du projet de la Plateforme discuté par les participants fut rédigée par une commission dont le principe a été arrêté au printemps 1956. Il n'est nulle part certifié que le texte final fut l'exacte réplique du brouillon commandé par la direction de la zone 4.

Les recoupements effectués par les historiens autorisent toutefois à affirmer que la trame du texte adopté à la fin des travaux avait repris les principaux éléments de l'état des lieux et des propositions élaborés par la commission. La composition de celle-ci correspondait déjà à l'esprit d'ouverture et d'intégration que Ben M'Hidi et Abane comptaient imprimer au congrès. Étaient, en effet, représentés au sein du panel, les principales sensibilités partisanes ralliées à la Révolution.

En plus de Ben M'Hidi et Abane, il y avait là Benyoucef Benkhedda, Saâd Dahleb, Abdelmalek Temmam, anciens cadres du MTLD, ainsi que Amar Ouzegane, un des premiers secrétaires généraux du Parti communiste algérien, révoqué par sa Direction pour avoir traité, le 8 mai 1945, des militants du PPA «d'agents hitlériens», avant de collaborer au «Jeune Musulman» d'Ahmed Taleb El-Ibrahimi, puis de se réconcilier avec le parti de Messali. Les autres rédacteurs du texte étaient Mohamed Lebdjaoui, futur dirigeant de la Fédération FLN de France et Abderazzak Chentouf, avocat et ancien militant de l'Etoile Nord-Africaine, proche des milieux nationalistes de la bourgeoisie algéroise.

3. Les textes

Beaucoup de choses ont été dites et écrites sur la Plateforme et ses résolutions préconisant les fameuses primautés du politique et de l'intérieur, mais peu ont fait ressortir, comme il se doit, son apport à l'ébauche des premières incarnations institutionnelles de l'État révolutionnaire que certains historiens ont volontairement ou non éludé au profit de l'État de la Régence ottomane et de l'État de l'Émir Abdelkader présentés, à tort pour le premier, comme les précurseurs de l'État algérien indépendant.

●●●

●●●

Même s'ils étaient linéairement rattachés à l'héritage de la résistance nationale de 1830, les premiers actes de cet État révolutionnaire n'en avaient pas moins revêtu la forme d'une conquête moderne, qui dota l'Algérie au combat, du sommet à la base, de structures et de moyens d'administration et de représentation absolument souverains et différents, par nature et par vocation, de ceux de la puissance occupante.

3.1. Au sommet, il fut décidé l'institution d'un Comité de Coordination et d'Exécution (CCE), le premier gouvernement de l'Histoire de la Révolution, et d'un Conseil National (CNRA), instance suprême, premier Parlement représentatif des principaux courants rangés sous la bannière du FLN.

Aussi stratégiques qu'elles aient pu être, ces décisions auraient été incomplètes si elles n'avaient pas été accompagnées par la structuration de l'ALN, sur la base d'un nouveau découpage territorial, de mécanismes de fonctionnement et de procédures d'avancement et de discipline qui en firent une armée organisée et hiérarchisée enrichissant les traditions militaires de l'Algérie historique.

3.2. A la base, furent installées des structures de proximité nécessaires à l'administration des affaires publiques de la population, qui avait désormais la possibilité d'actionner des moyens de droit, indépendants, pour régler les problèmes de la vie courante.

L'enregistrement des actes d'État-civil auprès de l'OCFLN (Organisation Civile du Front du Libération National) et la saisine des tribunaux de la Révolution, ayant pouvoir de connaître des litiges entre justiciables nationaux, constituèrent, de ce point de vue, les manifestations pratiques les plus perceptibles de cet État.

Cette organisation a servi, en particulier dans les zones rurales, non seulement à soustraire le quotidien du peuple à l'arbitraire de l'autorité coloniale, mais aussi à établir un climat de confiance dans les relations entre le FLN et les citoyens, entachées au tout début par des atteintes à l'intégrité physique des personnes– égorgements et mutilations –, déshonorantes pour l'image du Front.

Quelles aient concerné l'administration ou la protection des populations, ces décisions changèrent sensiblement les rapports sociaux, remettant en question, entre autres, les dispositions relatives à la condition des femmes ; ces dernières – en commençant par les combattantes du maquis – s'étant vues mieux traitées grâce à la codification des valeurs d'égalité et d'émancipation défendues par un État qui s'était déclaré d'emblée antiféodal.

3.3. L'architecture de la construction institutionnelle – le socle sur lequel la Révolution allait vivre, agir et progresser pendant des années – avait besoin de reposer sur des normes logiques – primauté de l'intérieur sur l'extérieur et du politique sur le militaire – dont l'usage était répandu dans les Révolutions similaires.

La Direction de la Révolution fut à ce titre confiée aux civils, ainsi que la pratique l'avait établi pour le groupe des 22 et des 6.

Installée sur le territoire national et chargée de la conduite de la guerre et de l'action politique et diplomatique, il apparut à cette Direction irréaliste d'accepter de partager ses prérogatives avec les militaires et la délégation extérieure, l'objectif étant pour elle de vaincre le système colonial à partir de l'intérieur, et dans le cadre d'une formation à commandement civil et non le contraire.

3.4. Quant à la condamnation du «messalisme» et du «berbérisme», qui n'avait fait l'objet d'aucune réserve, elle s'expliquerait par le fait que la bataille entre le FLN et les messalistes du MNA battait son



plein, et que les dirigeants gardaient certainement encore présents à l'esprit les stigmates de la crise de 1949, craignant que les deux courants ne viennent casser la dynamique unitaire de la Révolution.

Que Krim, Abane, Ouamrane et leurs compagnons Dehiles, Amirouche, H'mimi, Mohammedi Saïd, Mira et Abdelhafid Amokrane aient souscrit à cette condamnation était révélateur de la volonté générale de préserver l'unité d'action, en privilégiant la question nationale sur celle de l'identité, qui fut le cheval de bataille d'Aït Ahmed contre Messali, à qui il reprochait son rapprochement avec les leaders de l'arabisme et du réformisme musulman moyen-oriental, il faut dire, à la décharge de celui-ci, qu'il ne s'y était résolu que parce qu'il fut déçu par les tergiversations du Komintern au sujet de «l'émancipation des Nations d'Orient» subordonnée à «la conquête du pouvoir par le prolétariat dans les pays colonisateurs».

4. Les décisions

Élargissement et synthèse furent les deux leitmotivs d'un congrès protégé, faut-il le rappeler, par une ceinture de sécurité insoupçonnée des services de renseignements français qui essuyèrent, en la circonstance, un revers démontrant leur faible maîtrise de l'évènement dont ils ne prirent connaissance – sur le tard – qu'après avoir compulsé les documents transportés par une monture qui avait fui lors d'un accrochage entre le comité d'accueil des congressistes et une unité de militaires français.

Comme on le sait, les débats furent dirigés par Larbi Ben M'Hidi à la présidence et, au secrétariat, par Abane Ramdane, le leader politique en pleine ascension, qui prit la relève de Rabah Bitat à la tête de l'Algérois, une zone qu'il transforma en base avancée, à fort potentiel militaire, plantée au cœur du dispositif répressif de l'armée d'occupation. Et, comme attendu, la désignation des membres des nouvelles instances de direction s'effectua en phase avec la ligne du congrès, axée donc sur :

4.1. L'élargissement

Le congrès se fit un devoir d'appliquer à la lettre l'appel lancé par la Proclamation du 1er Novembre à tous les patriotes de rejoindre la Révolution, «sans aucune autre considération», se félicitant d'avoir obtenu le ralliement au FLN de ceux qui défendaient jusque-là la voie du dialogue et de la paix avec l'administration coloniale.

L'élargissement de la base sociale de la Révolution à la frange nationaliste de la bourgeoisie, à la classe ouvrière et aux élites intellectuelles était une victoire stratégique remportée sur la politique algérienne de la France, pour qui l'insurrection était une affaire de hors-la loi dépourvus d'ancrage social et de vision politique. Le démenti à cette théorie fut, déjà, apporté par Ferhat Abbas, à son départ en 1955 pour Tunis, après avoir dissous l'UDMA, déclarant que «dès lors que le sang a coulé» il n'y avait plus d'autre alternative que de s'engager aux côtés de la lutte du peuple.

4.2. La synthèse

La conséquence de cet élargissement de la base de la Révolution se traduisit organiquement par l'intégration des centralistes, des udmistes et des ulémistes au CCE, composé de 5 membres, et au CNRA, comptant 34 membres (17 titulaires et 17 suppléants).

Se retrouvèrent au CNRA en tant que titulaires, Ferhat Abbas, Benyoucef Benkhedda, Tewfik El-Madani, M'Hamed Yazid et Lamine Debaghine, tandis que Lakhdar Bentobbal et Abdelhafid Boussouf – membres de la première vague de l'insurrection – furent relégués au rang de suppléants, un classement aussitôt contesté.

La même chose se produisit au CCE, où Benyoucef Benkhedda et Saâd Dahleb, des centralistes indécis sur l'engagement armé en 1954, siégèrent sur un pied d'égalité aux côtés de Larbi Ben M'Hidi et Krim Belkacem, des «amalgames» qui serviront de détonateur à la crise aigüe qui fit convoquer le CNRA au Caire en 1957, appelé à revoir sa copie. Deux autres réunions – la première dite des colonels et l'autre du CNRA, deuxième version – eurent lieu en 1959 et en 1960 au Caire et à Tripoli qui instaurèrent de nouveaux rapports de force, prélude à la conflagration de l'été 62.

L'entrée au FLN des ailes modérées du Mouvement National eut pour effet de multiplier le nombre des intervenants dans le concert d'une direction, jusque-là réservée uniquement aux anciens de l'OS, des 22 et aux 6 ; une évolution qui aux yeux des orthodoxes inquiets risquait d'altérer, voire de dénaturer, la ligne initiale du mouvement.

Les candidats à un rôle d'influence dans les institutions post-Soummam se recrutaient parmi les élites. D'extraction sociale assez différenciée, celles-ci ne formaient pas un corps homogène doté d'une identité et d'un pouvoir autonomes. Chacune de leurs composantes avait son point de fixation sociale : la petite bourgeoisie urbaine pour les unes, et les couches moyennes de la paysannerie pour les autres. Cet ancrage, associé à leur formation, déterminait leurs apparentements idéologiques et leurs conduites politiques. Telles que représentées dans le spectre qui les regroupait formellement, ces élites se répartissaient entre deux blocs cloisonnés.

4.3. Le premier bloc

Au premier bloc appartenaient des penseurs, des dirigeants des syndicats estudiantins et des représentants des professions libérales, liés par les mêmes cursus universitaires, des références intellectuelles modernistes et l'usage courant de la langue française. Ils ont adhéré au FLN après avoir fait leurs classes dans le militantisme corporatif ou, pour les aînés, dans le PPA-MTLD, et même dans l'Etoile Nord-Africaine.

Médecins, avocats, écrivains, journalistes… ils furent affectés dès le départ à l'exécution de tâches en relation avec la diplomatie, l'information, l'administration et, pour les historiens et les sociologues, dans le travail de réflexion dont il leur arrivait de publier des textes dans des revues de renom qui soutenaient la cause algérienne comme «Esprit», «La Pensée» et «Les Temps Modernes».

Rédha Malek, Mohamed Seddik Benyahia, Abdelmalek Benhabylès, Belaïd Abdeslam, Lakhdar Brahimi, M'Hamed Yazid, Mohamed Seghir Mostefaï, Mostefa Lacheraf, Tayeb Boulahrouf, Frantz Fanon, Brahim Mezhoudi, Omar Oussedik, Abdelmalek Temmam, Ahmed Boumendjel, Abdelhafid Keramane, Amar Bentoumi, Ali Yahia Abdenour, Mohamed Khemisti, Layachi Yaker, Abdelhamid Adjali, Hocine Djoudi, Abdelkader Hadj Azzout, Djamel Houhou, Mohamed Nabi, Mohamed Lyassine, Smaïn Hamdani, Messaoud Aït Chaâlal, Mohamed Lebdjaoui, Mabrouk Belhocine, Salah Louanchi, Hadj Smaïn, Mohamed Sahnoun, Abdelkader Benkaci, Abdelkader Chanderli, Mohamed Salah Dembri, Mohamed Khelladi, Abdelkrim Benmahmoud, Nafissa Chentouf, Messaoudi Zitouni, Mohamed Boureghda, Mohamed Harbi, Mohamed Chérif Sahli, Houari Moufok et Ahmed Mahi… gravitèrent à divers niveaux autour de la galaxie du CCE, du CNRA et du GPRA, dans les cabinets ministériels, les syndicats étudiants, les médias, ou les ambassades ouvertes auprès des capitales des pays amis.

(Suivra)

MALI

Accalmie à Bamako et appels au rétablissement de l'ordre constitutionnel

Les Maliens tentent de retrouver une vie normale, au troisième jour de la démission forcée du président Keita, mais restent «mobilisés» pour assurer une transition démocratique fluide, au moment où les appels au rétablissement de l'ordre constitutionnel se multiplient.

Jeudi, la capitale Bamako était plutôt calme et silencieuse. Les habitants vaquaient à leurs occupations quotidiennes malgré les interrogations soulevées sur l'issue des événements.En effet beaucoup de maliens ne cachent pas leurs craintes de ce que sera l'après IBK . En dépit du fait que le départ du président Ibrahim Boubacar Keita, soit revendiqué par les manifestants depuis juin dernier, son renversement par un coup de force sera difficile pour le Mali qui traverse déjà une grave crise sociopolitique, estiment des observateurs.



Les évènements politiques récents au Mali font douter sur la finalité de ce coup de force, condamné par la communauté internationale, comment-ils Le Mouvement du 5 Juin – Rassemblement des Forces Patriotiques (M5-RFP), qui mène depuis presque trois mois le mouvement anti-IBK a affirmé dans une déclaration «sa mobilisation et détermination jusqu'au couronnement de sa lutte patriotique pour la restauration d'un Mali démocratique doté d'une gouvernance responsable et vertueuse».

Le mouvement dit demeurer «profondément attaché à la démocratie comme mode de dévolution et d'exercice du pouvoir», d'où son projet d'entreprendre toutes les initiatives pour que le pays puisse amorcer une véritable refondation de son système politique et de gouvernance, à travers l'ouverture d'une transition républicaine.

M5-RFP compte tenir un grand rassemblement vendredi sur la place de l'Indépendance à Bamako pour rendre hommage à la lutte peuple malien. Son leader l'Imam Mahmoud Dicko, estime qu' «il est arrivé au terme de sa mission». Sur le terrain, le porte-parole des militaires mutins, le colonel-major Ismaël Wagué , à annoncé mercredi une série de mesures, dont la fermeture immédiate des frontières terrestres et aériennes du pays jusqu'à nouvel ordre, et un couvre-feu instauré de 21h à 5 heure. Le colonel Assimi Goita, qui s'est présenté comme le président du Comite nationale pour le salut du peuple (CNSP), a déclaré que «le Mali se trouvait dans une situation de crise socio-politique et sécuritaire». Ce commandant du Bataillon autonome des forces spéciales du Mali (BAFS) qui aurait participé à toutes les opérations ayant conduit au renversement d'IBK a rencontré mercredi les secrétaires généraux pour leur assurer le «soutien» des mutins à la continuité des services de l'Etat.

LES MILITAIRES PRIÉS DE REGAGNER LEURS CASERNES

Le départ forcé du désormais ex-Président du Mali, Ibrahim Boubacar Kéïta, a été fermement condamné par plusieurs pays et organisations régionales et internationales qui se sont opposées à toute tentative de changement anticonstitutionnel de gouvernement au Mali. Mercredi, l'Algérie a exprimé son «ferme rejet» de tout changement anticonstitutionnel de gouvernement au Mali, affirmant que la doctrine de l'Union africaine en matière de respect de l'ordre constitutionnel ne «peut faire l'objet d'aucune violation». Le Conseil de sécurité de l'ONU a appelé les mutins au Mali à «regagner sans délai leurs casernes» et à libérer «immédiatement» tous les dirigeants arrêtés.Lors d'une réunion d'urgence à huis clos, les pays membres ont «souligné la nécessité pressante de rétablir l'Etat de droit et d'aller vers un retour de l'ordre constitutionnel». De leurs côtés, les présidents du G5 Sahel (Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Niger et Tchad) ont exprimé «leur attachement indéfectible à l'ordre constitutionnel» et au «respect des institutions démocratiquement établies» au Mali. A cet égard, ils ont exhorté «les Maliens à suivre la voie du dialogue pacifique» pour résoudre les problèmes internes actuels dans l'intérêt de leur pays ainsi que dans celui de toute la sous-région. Le Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'Union africaine (UA) a annoncé la suspension du Mali de l'organisation panafricaine jusqu'au retour de l'ordre constitutionnel, réaffirmant «l'engagement inébranlable» de l'UA à respecter la souveraineté, l'unité et l'intégrité territoriale du Mali. Il a également réaffirmé «l'impératif de conduire des élections crédibles dans les Etats membres comme seule source d'autorité étatique légitime, afin se conformer pleinement aux instruments de l'UA, en particulier la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance». Au nom de l'UA, son président en exercice, le Sud-Africain Cyril Ramaphosa, a condamné le «changement inconstitutionnel» au Mali, demandant «un retour immédiat à un gouvernement civil» et prié les militaires «de retourner dans leurs casernes».

Lire aussi: Mali: démission forcée d'IBK, les militaires promettent «une transition civile»

Le président de la Commission de l'UA, Moussa Faki Mahamat a également «condamné fermement toute tentative de changement anticonstitutionnel et a appelé les mutins à cesser tout recours à la violence et au respect des institutions républicaines». De sont coté, la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), a décidé de suspendre le Mali de tous ses organes de décision, fermer toutes les frontières aériennes et terrestres, et arrêter tous les flux et transactions économiques, commerciales et financières entre les pays membres et le Mali. Les pays voisins du Mali ont réclamé jeudi le «rétablissement» du président malien Ibrahim Boubacar Keïta et ont décidé d'envoyer «immédiatement» une délégation à Bamako, à l'issue d'un sommet extraordinaire des chefs d'Etat de la Cédéao sur «la situation au Mali».

R. I.

PALESTINE

L'aviation israélienne frappe plusieurs sites à Ghaza

PLUSIEURS sites dans diverses régions de Ghaza assiégée ont été bombardés vendredi par des avions de combat israéliens, ont rapporté des médias palestiniens.

Selon l'agence de presse palestinienne (Wafa), un site à l'ouest de la ville de Ghaza a été incendié et détruit par trois roquettes lancés par un avion de combat israélien qui a provoqué également des dégâts matériels à des maisons et propriétés des citoyens .

Un avion de combat israélien a frappé un autre site à Beit Lahia, ville basée au nord de la bande de Ghaza, causant d'importants dégâts au site et aux propriétés des citoyens voisins.

Aussi, l'artillerie de l'occupation a pris pour cible plusieurs endroits à l'est de la ville de Ghaza, sous blocus depuis plus de dix ans. La nuit dernière, l'aviation israélienne a bombardé avec six roquettes au moins un site à l'ouest de la ville de Khan Younis au sud de l'enclave, le détruisant et entraînant des dommages aux biens des citoyens dans la région. L'occupant israélien a récemment intensifié ses mesures punitives illégales contre la bande de Ghaza. L'unique centrale électrique de Ghaza a cessé de fonctionner depuis mardi, affectant près de deux millions d'habitants privés d'électricité.

Les forces d'occupation israéliennes ferment régulièrement les points de passage commerciaux empêchant notamment l'acheminement de carburant industriel vers Ghaza. En outre, l'armée israélienne a procédé à la fermeture de la zone maritime de la bande de Ghaza, empêchant ainsi les pêcheurs palestiniens de sortir en mer. La bande de Ghaza a été déjà la cible d'une série d'agressions militaires israéliennes en (2008, 2012, 2014) et malgré une trêve l'an dernier favorisée par l'ONU, l'Egypte et le Qatar, l'occupation mène sporadiquement des tirs sur le territoire palestinien.

R. I.

SYRIE

Le Comité constitutionnel se réunit lundi à Genève

SUSPENDUS en novembre dernier, les travaux du Comité syrien chargé de rédiger une nouvelle Constitution vont reprendre lundi prochain à Genève, a déclaré l'envoyé spécial des Nations unies pour la Syrie, Geir O. Pedersen, soulignant que la rédaction de ce nouveau texte «est une tâche capitale», après près d'une décennie de conflit en Syrie.

S'exprimant mercredi lors d'une réunion du Conseil de sécurité onusien consacrée à la crise syrienne, l'émissaire Geir O. Pedersen, a précisé que «la réunion (du 24 août) va avoir lieu dans le contexte de la pandémie de Covid-19», relevant que les précautions nécessaires ont été prises dans ce sens.

«Après une interruption de neuf mois - causée par des divergences sur l'ordre du jour jusqu'en mars de cette année puis par les restrictions liées à la Covid-19, il convient de rappeler que le Comité constitutionnel se réunit sur la base d'un accord entre le gouvernement et l'opposition (en Syrie) qui guide ses travaux», a encore indiqué l'envoyé de l'ONU devant les membres du Conseil de sécurité.

Pour l'émissaire onusien, la rédaction d'une nouvelle Constitution «est une tâche capitale» après plus de neuf mois de conflit en Syrie et «dans un contexte de profondes divisions et de profonde méfiance».

«Comme vous le savez, les constitutions expriment la souveraineté de la nation et concernent les droits fondamentaux, les droits politiques, culturels, sociaux et économiques, l'Etat de droit et la bonne gouvernance, la relation du peuple avec son gouvernement, comment les représentants politiques sont élus et quels sont leurs pouvoirs et responsabilités, a-t-il rappelé. Avant d'ajouter au sujet des membres du Comité constitutionnel: «J'attends donc avec intérêt de les rencontrer à leur arrivée à Genève».

L'envoyé de l'ONU a noté que les interlocuteurs de la société civile disent souvent qu'une réunion du Comité constitutionnel n'apportera pas de changements immédiats sur le terrain. Mais, a-t-il estimé, «un engagement substantiel et sérieux de toutes les parties leur donnerait l'espoir qu'un processus significatif se profile à l'horizon, qui pourrait avoir un impact durable et positif sur la vie du peuple syrien». Selon l'émissaire onusien, le travail du Comité constitutionnel peut avoir un effet positif mais il ne peut en soi résoudre le conflit. «Il y a un réel besoin de diplomatie constructive parmi les principaux acteurs internationaux», a-t-il encore dit. La réunion de lundi prochain sera la première du Comité depuis qu'il s'était réuni à Genève les 25 et 29 novembre 2019 pour le deuxième cycle de discussions.

Il n'y a eu aucun progrès à ce moment-là, car les co-présidents du Comité (représentants du gouvernement et l'opposition) n'ont pas pu s'entendre sur l'ordre du jour de la réunion.

R. I.

LE STADE DE SAÏDA BAPTISÉ JEUDI DU NOM DE SAÏD AMARA

LE STADE du 13-Avril 1958 de Saïda sera baptisé jeudi par le ministre de la Jeunesse et des Sports, du nom de l'ancien joueur de la glorieuse équipe du Front de libération nationale (FLN), Saïd Amara, décédé le 2 août à l'âge de 87 ans des suites d'une longue maladie, a annoncé le MJS. Au cours d'une cérémonie prévue à 10h00, le ministre Sid Ali Khaldi sera accompagné du wali de Saïda Saïd Sayoud, ainsi que de Mohamed Maouche, ancien coéquipier du défunt à l'équipe du FLN, et membre du Bureau fédéral de la fédération algérienne de football (FAF), précise la même source. Profitant de sa présence sur place, le ministre de la Jeunesse et des Sports rencontrera des représentants du mouvement associatif de la jeunesse de la wilaya de Saïda. Né le 11 mars 1933 à Saïda (Ouest de l'Algérie), Saïd Amara avait entamé sa carrière de joueur au Gaite club de Saïda (1951-1953), avant de rejoindre le SC Bel-Abbès (1953-1956).Cet ancien milieu de terrain se fait connaître au RC Strasbourg (France) durant la saison 1956-1957. Il a été transféré ensuite à l'AS Béziers la saison suivante et y resta jusqu'en 1960, année qui le voit propulsé sous les feux des projecteurs en rejoignant l'équipe du FLN. Ancien président de la FAF, Saïd Amara avait été sélectionneur de l'équipe nationale à deux reprises, entre 1972 et 1974. En 1999, il décida de mettre fin à sa carrière d'entraîneur après avoir dirigé pendant une saison la formation libyenne du Ahly Benghazi.
Tennis : US Open 2020

CHOC D'ENTRÉE POUR MURRAY, DJOKOVIC ATTEND AUGER-ALIASSIME AU 3e TOUR

LE TIRAGE du Masters 1000 de Cincinnati a réservé un premier tour compliqué à Andy Murray, opposé à l'Américain Tiafoe. Novak Djokovic [1] et Daniil Medvedev seront les ténors du haut de tableau . Le grand retour du tennis en terre américaine a enfin sonné. A dix jours de l'US Open, Novak Djokovic va retrouver les courts new-yorkais pour le Masters de Cincinnati. Deux mois après l'Adria Tour, le numéro un mondial devra s'illustrer d'entrée. Exempt de premier tour et opposé à Tommy Paul (wild-card) ou à un qualifié ensuite, le Serbe, sauf grosse surprise, devra affronter Felix Auger Aliassime, le jeune prodige du tennis canadien, au troisième tour. Pour la petite histoire, ce serait la toute première opposition entre les deux hommes sur le circuit ATP. Dans sa partie de tableau, le vainqueur du dernier Open d'Australie pourrait retrouver d'autres gros morceaux : David Goffin ou Denis Shapovalov en quarts, puis Daniil Medvedev ou Roberto Bautista Agut en demies. Deux Français se trouvent par ailleurs dans cette partie haute : Benoît Paire, opposé à Borna Coric au premier tour, et qui pourrait retrouver Goffin au match suivant, mais aussi Richard Gasquet, opposé d'entrée à un qualifié. En cas de victoire, le Biterrois affronterait Bautista Agut au deuxième tour. Tête de série numéro cinq, Alexander Zverev n'aura pas la tâche facile dans l'autre partie du tableau.

SPORT/ REPRISE DES ENTRAÎNEMENTS :

Salima Souakri appelle les athlètes au «strict respect du protocole sanitaire»

La secrétaire d'Etat chargée du sport d'élite, Salima Souakri, a appelé au «strict respect du protocole sanitaire», jeudi au Centre de regroupement et préparation des équipes nationales à Soudania (Alger), à l'occasion de l'opération de dépistage au Covid-19 (PCR) au profit des athlètes qualifiés aux Jeux olympiques et Paralympiques 2021.



«L'Etat ne lésinera pas sur les moyens pour accompagner les athlètes de l'élite nationale devant représenter l'Algérie dans les prochaines échéances internationales dont les Jeux olympiques et Paralympiques 2021. Nous avons réuni tous les moyens en matière de dépistage au COVID-19 afin d'assurer et de préserver la santé de nos champions.», a déclaré Souakri lors d'une visite au Centre de regroupement et préparation des équipes nationales à Soudania (Alger) pour assister à la première opération de dépistage au COVID-19 (PCR). Cette rencontre a permis à la secrétaire d'Etat d'évoquer avec les athlètes représentant sept fédérations sportives les répercussions de cette pandémie qui a entrainé l'arrêt des entraînements et des compétitions et de discuter des mesures préventives prises par l'Etat pour assurer la bonne préparation des athlètes sur les plans logistique, financier et médical. «Je sais pertinemment que vous avez vécu une période très difficile marquée par l'arrêt de la préparation et de la compétition, ce qui est terrible pour un champion de haut niveau. Je suis là pour vous encourager et confirmer la volonté du ministère de la Jeunesse te des Sports ainsi que la secrétariat d'Etat chargée du sport d'élite à mettre à votre disposition tous les moyens logistique, financier et médical.», a-t-elle dit. La secrétaire d'Etat a eu à visiter les différents blocs de ce centre sportif, reconvertit en véritable «mini-hôpital», avec la présence très remarquée du personnel médical du Centre national de la médecine du sport (CNMS). «Après avoir accompli les tests médico-sportifs, les athlètes de différentes fédérations sportives ont été convoqués à effectuer les tests virologiques (RT-PCR), une étape obligatoire avant d'entamer la phase de préparation. Chaque fédération a désigné un Covid Manager (médecin fédéral) pour assurer la coordination avec le CNMS et le suivi de l'application stricte du protocole sanitaire.», a déclaré à l'APS, Hakima Hamlaoui, médecin au CNMS. A cette occasion, les athlètes qualifiés aux Jeux olympiques 2021 ou susceptibles de l'être, ont été appelés par petits groupes pour effectuer le test PCR ainsi que leur encadrement technique et médical. «Nous attendons avec impatience le retour aux entraînements et par la suite la compétition, mais avant cela, il faudrait effectuer ce test PCR qui détermine si nous sommes porteurs de virus ou non. Notre santé et celle des autres passes avant tout. Nous avons vécu une période très difficile avec l'arrêt de la compétition, maintenant place à la préparation. La direction technique a programmé un stage de 20 jours à Tikjda. J'espère que tout se passera bien pour les athlètes qui préparent les JO-2021.», a déclaré à l'APS Sid Azara Bachir, champion d'Afrique en lutte associée. Notons qu'en réponse aux recommandations de la commission de suivi de l'évolution de l'épidémie de la Covid 19, le ministère de la Jeunesse et des Sports avait autorisé les athlètes qualifiés aux Jeux olympiques et Paralympiques Tokyo 2021 de reprendre les entraînements, tout en exhortant les fédérations sportives concernées de désigner des centres de préparations pour chaque discipline. Pour ce faire, le Centre national de la médecine du sport (CNMS) a été chargé pour veiller au suivi et l'application du protocole sanitaire relatif à chaque discipline, en collaboration avec les fédérations sportives concernées.

Paradou AC : Zorgane devra patienter encore pour rejoindre l'Europe

LE JEUNE international algérien, Adam Zorgane, nourrit de gros espoirs pour emboiter le pas à ses anciens coéquipiers du Paradou AC, à l'image de Bensebaïni, Atal et Boudaoui, et les rejoindre en Europe dès cet été mais voilà que la crise sanitaire qui secoue le monde depuis plusieurs mois risque de le contraindre de reporter son projet à une date ultérieure. «Il est vrai, qu'il est très difficile d'opter pour un club étranger dans cette conjoncture actuelle que traverse le monde entier. La pandémie de coronavirus est en train de chambouler les plans de toutes les équipes, confrontées à des problèmes financiers énormes. Du coup, il devient très difficile de rejoindre un club du vieux continent dès cet été, surtout que la majorité des clubs européens ont déjà débuté la préparation de la nouvelle saison. Cela dit, j'ai tout laissé à la charge de mon club, puisque j'y suis toujours sous contrat», confie l'enfant de Sétif.À propos justement du PAC, Zorgane, un pur produit de l'Académie de ce club, affirme qu'à l'instar de tous les autres joueurs formés dans cette académie, il avait signé un contrat de longue durée avec le club algérois, «une manière pour ce dernier de tirer des dividendes financiers dans les transferts de ses joueurs vers l'étranger», a-t-il expliqué. Il faut dire que cette politique a déjà permis au PAC d'être tout simplement un modèle en matière de professionnalisme, puisqu'il est pratiquement le seul club à réussir à s'autofinancer. D'ailleurs, rien que pour l'intersaison précédente, la trésorerie de cette formation a été renflouée par plus de 200 milliards de centimes émanant de différentes transactions conclues avec des clubs étrangers. Voilà donc qui rassure Zorgane , estimant que le contrat de longue durée qui le lie au PAC ne l'empêchera pas de réaliser son rêve de rejoindre un club européen, une ambition motivée également par son désir de s'offrir des chances supplémentaires pour s'imposer en équipe nationale à laquelle il avait été convoqué pour la première fois lors de son dernier stage en novembre 2019.Dans la foulée, le jeune milieu de terrain de 20 ans révèle que des clubs belges, français, allemands et portugais avaient sollicité ses services, avant que la crise sanitaire mondiale ne stoppe les contacts, souhaitant qu'il soit relancé dans les meilleurs délais.

CAF : Pas de match officiel avant novembre

La reprise des qualifications de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2021, suspendues en raison de la pandémie de nouveau coronavirus (Covid-19), reprendront en novembre prochain avec le déroulement des 3e et 4e journées, a annoncé mercredi l'instance continentale sur son site officiel.

Outre la reprise des qualifications de la CAN-2021, reportée à 2022 en raison de la pandémie du Covid-19, le Comité d'urgence de la CAF a approuvé également le début du 2e tour éliminatoire de la Coupe du monde 2022, prévu en mai 2021. «Un calendrier chargé attend les équipes participantes avec des confrontations prévues de novembre 2020 à novembre 2021, dont l'enjeu consiste à conquérir les places qualificatives pour les phases finales des deux compétitions», écrit la CAF. Pour la CAN-2021, les qualifications reprendront du 9 au 17 novembre 2020 avec les matches des 3e et 4e journées, tandis que les deux dernières journées (5 et 6) auront lieu du 22 au 30 mars 2021, précise l'instance africaine. Avant la reprise des qualifications, les différentes sélections auront droit à une fenêtre libre, fixée du 5-13 octobre 2020, pour pouvoir disputer des matchs amicaux de préparation .Dans sa quête de défense du titre continental, l'Algérie a bien entamé la campagne qualificative de la CAN-2021, en alignant deux victoires de rang en novembre 2019 : à Blida face à la Zambie (5-0) et à Gaborone devant le Botswana (1-0). Concernant le 2e tour des éliminatoires du Mondial 2022, qui devaient débuter en octobre prochain, elles sont programmées entre le 31 mai et le 15 juin 2021 avec les matches des 1ère et 2e journées. Les rencontres comptant pour les 3e et 4e journées se dérouleront du 30 août au 7 septembre 2021, tandis que les matches des journées 5 et 6 auront lieu du 4 au 12 octobre 2021. L'Algérie, logée dans le groupe A, évoluera aux côtés du Burkina Faso, du Djibouti, et du Niger. Les matchs de barrages aller et retour sont prévus du 8 au 16 novembre 2021. «La CAF tient à rappeler qu'elle surveille de près la situation et travaille avec



les autorités compétentes en ce qui concerne l'organisation des matches. Des mesures relatives seront annoncées en cas de développements pouvant affecter le déroulement d'un match sur le site désigné», conclut le communiqué.

CAN 2021 ET MONDIAL 2022: LES DATES DES ÉLIMINATOIRES FIXÉES

La Confédération africaine de football (CAF) a dévoilé ce mercredi le calendrier des quatre dernières journées des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations CAN 2021 et le deuxième et troisième tour (matchs barrage) de la Coupe du Monde 2022.

Fenêtre Libre: 5-13 octobre 2020

CAN-2021: 9-17 novembre 2020, journées 3 (Algérie - Zimbabwe) et 4 (Zimbabwe - Algérie)

CAN-2021: 22-30 mars 2021, journées 5 (Zambie – Algérie) et 6 (Algérie - Botswana)

Coupe du Monde 2022: 31 mai - 15 juin 2021 journées 1 et 2

Coupe du Monde 2022: 30 août - 7 septembre 2021 journées 3 et 4

Coupe du Monde 2022: 4 - 12 octobre 2021 journées 5 et 6

Coupe du Monde 2022: 8 - 16 novembre 2021, matchs de Barrage.

Mokeddem (WAB) nouvelle recrue estivale du CSC

LE DÉFENSEUR du WA Boufarik Idir Mokeddem (26 ans), s'est engagé jeudi pour un contrat de deux saisons avec le CS Constantine, a appris l'APS auprès du pensionnaire de la Ligue 1 algérienne de football. Mokeddem rejoint ainsi son ancien coéquipier au WAB Ahmed Maâmeri (WA Boufarik), qui a paraphé un contrat de trois saisons. Le club constantinois a assuré également les services de l'attaquant du CA Batna, Fayek Amrane, et du milieu de terrain Mohamed Amine Baghdaoui (ASM Oran), qui se sont engagés également pour trois saisons.Outre l'opération de recrutement, la formation de l'Est a enregistré il y'a quelques jours la désignation de Yazid Laâla à la tête du Conseil d'administration. Ce cadre dirigeant au sein de l'Entreprise nationale des travaux aux puits (ENTP), actionnaire majoritaire, succède à Saïd Naouri.Pour rappel, le CSC a enregistré le retour de l'entraîneur Abdelkader Amrani qui s'est engagé pour un contrat de deux ans. Amrani (64 ans) revient ainsi sur le banc du CSC, deux ans après l'avoir mené au titre de champion au terme de la saison 2017-2018. Puis il a dirigé la barre technique du CR Belouizdad, avec lequel il a remporté la Coupe d'Algérie 2018-2019 et le club marocain du Difaâ Hassani El-Jadida.Le CSC a bouclé la saison 2019-2020, suspendue en raison de la pandémie de Covid-19, à la 5e place au classement avec 34 points, à six longueurs du CR Belouizdad, déclaré «à titre exceptionnel» champion d'Algérie.

L'ES Sahel dément être en contact avec Nabil Kouki (ES Sétif)

L'ETOILE Sportive du Sahel a démenti jeudi sur sa page officielle Facebook être en négociations avec l'entraîneur tunisien de l'ES Sétif (Ligue 1 algérienne) Nabil Kouki. Le club de Sousse a souligné que la rumeur qui circule selon laquelle l'Etoile est en contacts avec Nabil Kouki est fausse, précisant que le comité directeur est soucieux d'informer les supporters, de toutes ses activités sur les réseaux sociaux. Une radio locale avait rapporté mercredi que le technicien tunisien est actuellement en «négociations avancées» pour diriger la barre technique de l'ES Sahel (Ligue 1/ Tunisie). Kouki (50 ans), qui avait rejoint Sétif au mois d'octobre 2019, en remplacement de Kheïreddine Madoui, est parvenu à redresser la barre en championnat, permettant à son équipe de réaliser une remontée spectaculaire au classement, terminant la saison 2019-2020, définitivement arrêtée en raison de la pandémie de coronavirus (Covid-19), à la troisième place derrière le CR Belouizdad (champion) et le MC Alger. En Coupe d'Algérie, l'ESS est toujours en course pour se qualifier au dernier carré. Elle devait affronter son voisin le CABB Arréridj en quarts de finale (retour), après avoir fait match nul 1-1 à l'aller à Bordj. La Fédération algérienne (FAF) est dans l'attente de la réponse du ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) pour se prononcer sur la suite à donner à l'épreuve populaire.L'ES Sahel est dirigée actuellement par le coach Nawfel Chebil. Depuis leur retour de la compétition le 3 août dernier, l'es étoilés ont remporté et un nul face au leader, l'Esperance Sportive de Tunis, occupant ainsi après 20 journées, la 4e place du classement général de la ligue 1,avec 34 points.

MERCATO : NICE FERME LA PORTE À UN DÉPART D'ATAL

JULIEN FOURNIER, le directeur sportif de l'OGC Nice, s'est exprimé au sujet de l'avenir de l'international algérien, Youcef Atal, au sein de l'effectif niçois dans un entretien accordé au quotidien régional français Nice-Matin.« Si un départ de Youcef Atal est envisageable ? Non. On n'est pas un supermarché. On ne met pas des produits en vitrine pour que les gens se servent. On va faire la saison ensemble », a affirmé le responsable niçois.Un message clair en direction des nombreux prétendants européens de l'arrière droit algérien. « Je suis bien ici. Le jour où je devrai partir de Nice, ce sera pour un très grand club. Le niveau monte avec la concurrence et ça nous fait déjà du bien », a indiqué, il y a quelques semaines, le défenseur des Aiglons.

ISLAM SLIMANI DANS LE VISEUR DERENNES

L'INTERNATIONAL algérien Islam Slimani est convoité par le Stade rennais, 3e de Ligue 1française et qualifié pour la phase de poules de la Ligue des champions, a rapporté jeudi le journal L'Equipe . Selon le média français, le Stade rennais envisage le recrutement d'Islam Slimani, sociétaire de Leicester City (Premier League).Le directeur sportif du club breton, Florian Maurice a activé la piste menant à l'international algérien de 32 ans. Un contact avancé existerait entre les deux parties, même si pour l'heure, il n'y a pas une offre concrète des Rouge et Noir pour l'ancien footballeur de l'AS Monaco «, a indiqué le quotidien sportif. Prêté la saison dernière par Leicester City à l'AS Monaco, l'ancien pensionnaire du Sporting Portugal et champion d'Afrique de la CAN-2019 est encore lié jusqu'en juin 2021 avec les Foxes. Avant son retour du côté du King Power Stadium, Islam Slimani avait marqué 9 buts en 18 matches de Ligue 1 avec le maillot monégasque.

CHAMPIONSHIP : SAÏD BENRAHMA ÉLU 2e MEILLEUR JOUEUR DE LA SAISON

L'INTERNATIONAL ALGÉRIEN de Brentford, Said Benrahma a échoué au pied de mur, du Trophée PFA, décerné par l'Association des Joueurs Professionnels et désignant le meilleur joueur de l'année du Championnat de football anglais de 2e division (Championship). Benrahma a terminé juste derrière l'arrière le latéral de Leeds United, Luke Ayling, élu Joueur de l'année. Le N.10 de Brentford a été l'un des hommes forts de Championship cette saison, avec son club, avec au passage, 17 buts marqués et 8 passes décisives. Il a véritablement montré une progression énorme et une saison époustouflante. . Benrahma aurait pu espérer mieux qu'une seconde place et toucher le graal, s'il ce n'était pas l'échec pour la montée en Premier League que Brentford a raté de peu cette promotion en s'inclinant en finale de Play-offs face à Fulham (2-1). Pour la saison prochaine, Said Benrahma (25 ans) devrait franchir un palier dans sa carrière. Selon plusieurs médias anglais, l'international algérien est la cible de plusieurs clubs de Premier League, à l'image de Leeds United (nouveau promu), Aston Villa, Chelsea et Arsenal.

BATNA

Remise la semaine prochaine des clés de 9060 logements LPL

LES CLÉS de 9.060 logements publics locatifs (LPL) seront remises à leurs bénéficiaires « au début de la semaine prochaine », a déclaré avant-hier, le directeur général de l'office de promotion et gestion immobilière (OPGI), Mohand Djamel Allasse.

Ce quota se compose de 390 unités dans la commune de Ras Layoun, 310 à Oued El Ma, 160 à Ain Djasser et 100 à El Djazzar, a-t-il précisé.

Le même responsable a rappelé qu'un tirage au sort pour l'affectation de 1.421 LPL dans la commune de Batna a été organisé le 10 août donnant suite à la remise des clés de 470 unités sur ce total en attendant la remise des clés des autres unités restantes dès l'achèvement des travaux qui affichent « un taux satisfaisant ».

Il a été procédé, en outre, le 19 août à la remise des clés de 70 logements promotionnels aidés (LPA) à leurs bénéficiaires dans la commune d'Ain Yagout, selon la même source qui a indiqué que 460 LPL seront distribués « avant fin août courant » dans les communes de Bitam, Telkhamet et N'gaous.

Le responsable de l'OPGI a fait savoir que le mois de septembre verra la distribution des clés de 268 LPL dans les communes de Tilatou, Rahbat et Oued Chaaba tandis que le mois d'octobre connaîtra la distribution de 1.030 unités de même type à Barika et Ras Layoun et 320 à Merouana, Timgad, Boumaguer et Ouled Amar.

Les clés de 470 unités seront remises en décembre prochain à M'doukal, Ain Yagout, Ouled Sidi Slimane, El Madher et Ain Touta.

Le taux d'avancement des travaux de ces logements dépasse actuellement les 65 %, selon ce responsable qui a ajouté que 1.680 autres LPL se trouvent en cours de réalisation à travers la wilaya de Batna.

R.R

TIZI-OUZOU

Inauguration d'une stèle à l'effigie du Colonel Ali Mellah à Mkira

UNE STÈLE à l'effigie du Colonel Ali Mellah, dit Si Cherif, chef de la wilaya VI historique a été inaugurée avant-hier, dans sa région natale à Mkira, à 50 km au sud-ouest de Tizi-Ouzou, à l'occasion de la célébration de la Journée nationale du moudjahid, a-t-on appris des autorités locales.

Le président de l'Assemblée populaire communale (P/APC) de Mkira Rabah Medjahed, a indiqué que cette stèle, réalisée au village Imlikchene, pour rappeler le parcours de ce « grand chef militaire, un organisateur de maquis peu connu », a-t-il souligné.

Lors de la cérémonie d'inauguration de la stèle, marquée par la présence des autorités locales civiles et militaires de membres de la famille révolutionnaire et du fils du colonel Ali Mellah, Amar, il a été brièvement rappelé le parcours de ce chef militaire, qualifié « de grands stratèges de l'Armée de libération nationale (ALN) et de (rassembleur) ».

La stèle, dévoilée ce jeudi, est constituée d'un bas-relief à l'effigie de Si Cherif, signée Amazigh Tighilt, a-t-on appris des organisateurs.

Une brève biographie du Colonel Ali Mellah est aussi jointe à cette stèle rappelant que Si Cherif « né le 14 février 1924 était membre du PPA-MTLD. Il était le premier responsable de la wilaya VI historique et tombé au champs d'honneur, en mars 1957 ».

R.R

GUELMA

Vers l'ouverture de 17 établissements scolaires dans les trois paliers

La cartographie des infrastructures scolaires de la wilaya de Guelma sera renforcée à la rentrée scolaire 2020-2021 par l'ouverture de 17 établissements d'enseignement dans les trois paliers, a révélé avant hier, le wali, Kamel Abla.

Le même responsable a précisé à la pose de la première pierre d'un projet de réalisation d'un groupe scolaire dans la commune Houari Boumediene, à l'occasion de la célébration de la Journée nationale du Moudjahid coïncidant avec le 20 août de chaque année, que le palier primaire sera à lui seul renforcé par l'ouverture de 9 nouveaux groupes scolaires répartis à travers plusieurs communes de la wilaya. Aussi, 97 classes d'extension, 2 cantines scolaires et 2 unités de dépistage et de suivi (UDS) seront opérationnelles, au titre de l'année scolaire 2020-2021.

Le palier du cycle moyen sera renforcé à la prochaine rentrée scolaire par l'ouverture de 5 collèges d'enseignement moyen (CEM) à travers plusieurs communes en plus de 3 nouveaux lycées dont un à la commune de Dahouara (60km à l'Est de Guelma) qui connaît un déficit en la matière.

La célébration de cette date anniversaire a été marquée par l'inauguration par les autorités de la wilaya d'un nouveau stade de football en pelouse synthétique au profit des jeunes de la commune de Salaoua Anouna qui a bénéficié d'un projet de mise à niveau du chemin communal reliant les 2 zones d'ombre Benachour et El Hamama sur une distance de 5 km.



A la daira d'Ain Hassania qui a abrité les festivités de célébration de cet évènement historique, il a été procédé au lancement d'un projet de dotation du stade de football de la commune Houari Boumediène d'une pelouse et le lancement d'un projet de mise à niveau du chemin communal reliant la localité de Salah Salah vers le cimetière El Marabou sur 2km devant permettre le désenclavement de plusieurs mechtas de la commune Madjaz Amar.

Par ailleurs, et dans le cadre des efforts déployés pour lutter contre le coronavirus et la prise en charge des malades, les autorités locales ont procédé à la distribution d'équipements et outils médicaux au profit du complexe mère-enfant où se trouve l'hôpital de référence pour la prise en charge des cas du Covid-19, a-t-on fait savoir, précisant que ces équipements ont été acquis sur budget de wilaya.

R.R

CONSTANTINE

Lancement d'une opération de distribution de 488 logements de différents segments

UNE OPÉRATION portant distribution de 488 logements tous types confondus a été lancée jeudi dans la wilaya de Constantine, à l'occasion de la commémoration du double anniversaire de l'offensive du Nord-Constantinois et du Congrès de la Soummam (20 août 1955/1956). L'opération, présidée par le secrétaire général (SG) de la wilaya, Saïd Akhrouf a concerné l'attribution de 400 logements promotionnels aidés (LPA) au nouveau pôle urbain d'Ain Nahas dans la commune d'El Khroub (Sud de Constantine) et de 88 autres unités de logements publics locatifs (LPL), réalisées à la cité Bekira relevant de la localité de Hamma Bouziane.

Aussi, à la même occasion, quelque 38 décisions d'attribution d'aides financières inscrites, dans le cadre du programme destiné à l'éradication des chalets de la cité El Gammas, au chef-lieu, construits avec des matières contenant de l'amiante, ont été aussi affectées à leurs bénéficiaires.

L'opération a porté dans ce même contexte sur le lancement de l'attribution de 84 aides financières pour le logement rural dans sept localités dont la commune d'Ibn Ziad, El Khroub, Hamma Bouziane, Zighoud Youcef et Ain Abid.

La distribution de ce nombre d'habitations et de subventions financières vise à répondre aux besoins des demandeurs de logements de différents segments et à améliorer leurs conditions de vie, a précisé dans son intervention M. Akhrouf, faisant savoir que des opérations similaires sont prévues dans la wilaya « avant la fin de l'année 2020 ».

Dans la wilaya de Constantine, les festivités de la célébration de cet évènement historique ont été marquées par la baptisation de la cité des 400 LPA relevant de la zone d'habitation d'Ain Nahas du nom du moudjahid Mohamed Salah Redouane Boulaâras.

La manifestation dédiée à la commémoration du double anniversaire de l'offensive du Nord-Constantinois et du Congrès de la Soummam (20 août 1955/1956), a été marquée d'autre part, par la remise des attestations de reconnaissance à une dizaine d'agents de la garde communale et à la famille révolutionnaire.

CONSTANTINE LUTTE CONTRE LA COVID-19

Contrôle des mesures préventives dans les restaurants et les cafés

LES SERVICES de la sûreté de wilaya de Constantine en collaboration avec la direction locale du commerce ont lancé une vaste campagne de contrôle de l'application des mesures préventives obligatoires dans les restaurants, cafés et boulangeries des villes de Constantine et El Khroub, inscrites dans le cadre de la lutte contre la propagation du coronavirus. Cette campagne a pour objectif de s'enquérir du respect des mesures préventives, le port de masque et la distanciation physique notamment par les propriétaires des locaux commerciaux et les citoyens, a précisé le chef du service de wilaya de la police judiciaire, Mohamed Yazid Boubekri en marge du lancement de cette opération. Les services de la sûreté de wilaya de Constantine œuvrent à intensifier les tournées de contrôle dans ces espaces commerciaux et publics rouverts récemment et axent également sur la sensibilisation pour « mieux faire passer le message », a souligné la même source. Estimant que la lutte contre le coronavirus nécessite la conjugaison des efforts de tous (commerçants et citoyens), le même responsable a précisé que les services de la police veillent au strict respect des mesures d'hygiène et préventives à l'intérieur de ces espaces pour éviter au maximum la propagation du Covid-19.

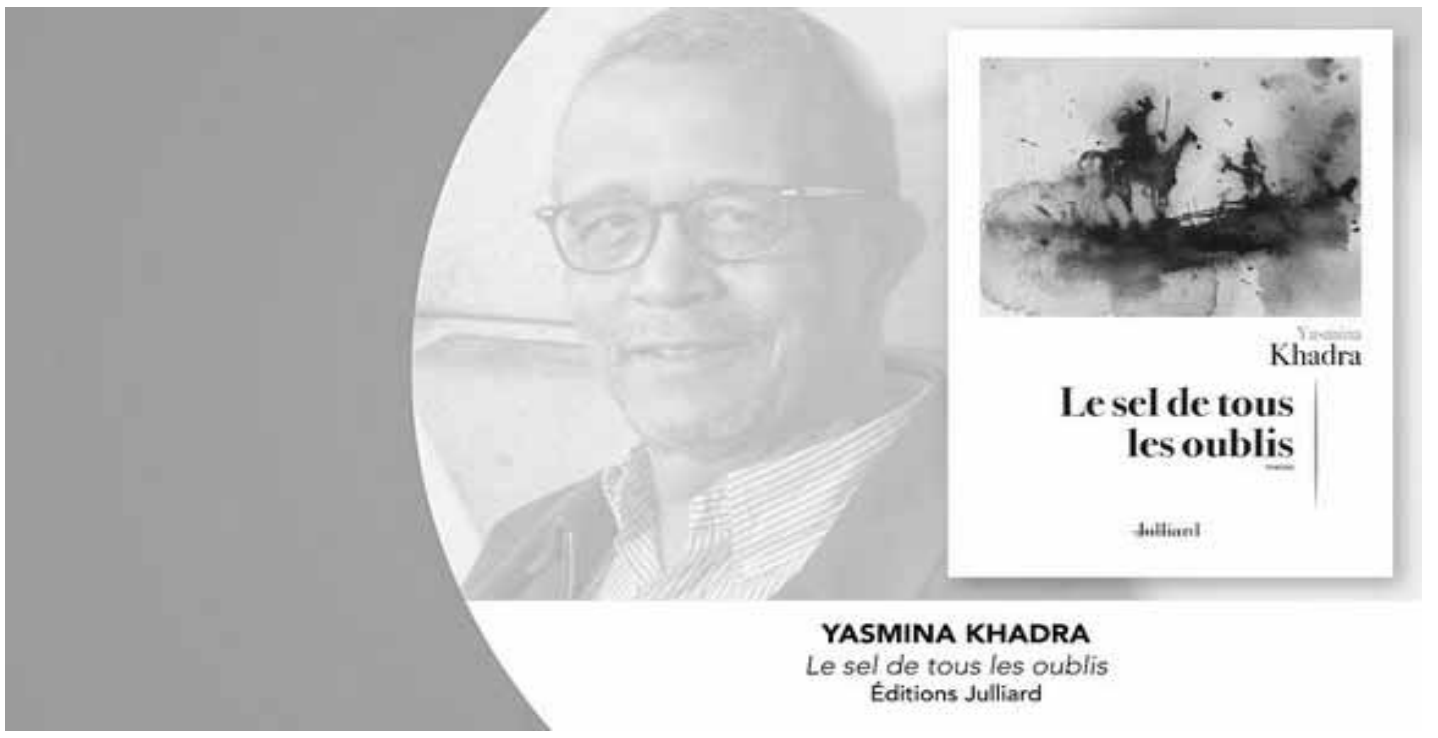
De son côté, le chef du service de protection du consommateur et de la répression de la fraude auprès de la direction locale du commerce, Abdelghani Bounaâs, a indiqué que cette opération d'intervention s'inscrit dans le cadre du travail de proximité pour préserver la santé du consommateur surtout en cette conjoncture particulière marquée par une crise sanitaire.

Plus de 100 interventions ont été réalisées dans le cadre de cette opération de contrôle donnant lieu à l'établissement de 8 procès-verbaux et la fermeture de 4 commerces pour « non-respect du protocole préventif en vigueur », selon le même responsable. **R.R**

LITTÉRATURE

«Le sel de tous les oublis», dernier roman de Yasmina Khadra

Dans son dernier roman «Le sel de tous les oublis», paru récemment, l'écrivain Yasmina Khadra invite son lecteur à un voyage salvateur, à la rencontre de l'humain, pour panser les blessures de l'âme et du cœur et se reconstruire en surmontant les épreuves de la vie.



Ce roman de 287 pages publié en Algérie aux éditions Casbah est disponible en librairie à partir de ce jeudi 20 août 2020.»Le sel de tous les oublis» relate un pan de la vie de Adem Naït-Gacem, instituteur sans histoires dans un village de la région de Blida en 1963 dont l'univers tout entier s'écroule le jour où son épouse décide de le quitter. Abandonnant sa maison et ses élèves, il se retirer de la société, limite ses contacts avec les gens et tente de changer de vie en prenant la route sans but précis.

Antihéros mélancolique n'arrivant pas à trouver une explication au départ de son épouse, Adem commence par noyer son chagrin dans l'alcool en écumant les bars de Blida et adopte très vite ce mode de vie «vagabond «malgré la multitude de mains tendues qu'il rencontre un peu partout et qu'il refuse par fierté. Il se retrouve à l'asile psychiatrique, blessé et en attente d'une expertise de son état mental, et y rencontre Laïd amnésique et triste de ne pas avoir d'histoire. Adem prend conscience que les «spectres déboussolés» qui avaient cessé de s'interroger et tournaient en rond lui renvoyaient le «vrai visage du monde et celui d'une humanité imparfaite, injuste et cruelle».

A sa sortie de l'hôpital l'instituteur, qui refuse toujours de dévoiler son histoire même à ses médecins, découvre un élan de générosité et d'hospitalité spontané chez des gens qu'il rencontre par hasard, un épicier dans un hameau perdu qui lui offre le gîte et le couvert, un charretier qui propose de le transporter là où le hasard en décide, ou encore Mika vivant reclus dans la forêt qui devient son ange gardien par la force des choses.

Ce voyage qui mène Adem dans les forêts et maquis le confronte également aux conséquences encore fraîches de la guerre de libération et aux drames personnels de ceux qui lui viennent en aide malgré son refus obstiné. Ce roman où le temps et les lieux sont à peine perceptibles se focalise sur les relations humaines spontanées même les plus malveillantes.

Né en 1955 à Kenadsa, Yasmina Khadra, Mohamed Moulessehoul de son vrai nom, a publié ses premiers recueils de nouvelles ,»Amen» et «Houria» en 1984. Il est d'abord connu pour sa trilogie sur les années de violence terroriste en Algérie composée des romans «Morituri» (1997), «Les agneaux du seigneur» (1998) et «A quoi rêvent les loups» (1999).

Il est l'auteur d'une trentaine de romans, traduits pour la plupart dans de nombreuses langues, dont «Ce que le jour doit à la nuit» (2008), «L'Olympe des infortunes» (2010), «Les anges meurent de nos blessures» (2013), ou encore «L'outrage fait à Sarah Ikker « (2019).Certaines de ses œuvres ont été portées à l'écran comme «Morituri», «L'attentat» et «Ce que le jour doit à la nuit» alors que «Les hirondelles de Kaboul» a été adapté en film d'animation. **R. C.**

JOURNÉE DU MOUDJAHID

Les membres de la troupe artistique du FLN honoré

LES MEMBRES de la troupe artistique du Front de la libération nationale (FLN) ont été honoré, mercredi à Alger, à l'occasion de la célébration de la journée nationale du Moudjahid et du double anniversaire (20 août 1955/1956).

Présidée par la ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, cette cérémonie s'est déroulée en présence du ministre conseiller à la communication, porte-parole officiel de la présidence de la République, Belaïd Mohand Oussaïd, au niveau du Palais de la Culture, Moufdi Zakaria.

A cette occasion, certains membres de la troupe artistique du FLN, qui a été créé en 1957 par l'artiste, feu Mustapha Kateb, ont été honorés, notamment Bastandji, dit Tahar Lamiri, le compositeur Musptapha Sahnoun, Boulifa Mohamed El Hadi, Said Sayah, Safia Kouaci et Halima Zerkaoui.

Dans une allocution prononcée à cette occasion, Mme Bendouda a mis en avant le rôle axial des membres de la troupe artistique du FLN durant la révolution du 1er novembre 1954, ajoutant que grâce à la culture et à l'art, l'Algérie a réussi à préserver la spécificité en dépit de plusieurs décennies de colonisation qui n'a nullement enterré la personnalité et l'identité des algériens grâce à la culture.

De son côté, le secrétaire général du ministère des Moudjahidine, Laid Rebika, a fait savoir que la journée nationale du Moudjahid coïncide avec le double anniversaire des offensives du nord Constantinois et du congrès de la Soummam (20 août 1955/1956).

«La célébration de cette journée a toujours reflété le dévouement des moudjahidine et des moudjahidate, dont les membres de la troupe artistique du FLN», a-t-il ajouté.

Le même responsable a souligné le «rôle axial» des artistes dans la mobilisation des générations et l'organisation des rangs durant les étapes de la résistance populaire et la révolution du 1er novembre afin de lutter contre le colonisateur.

En marge de cette cérémonie, une exposition photographique des membres de la troupe artistique et des hommes de la résistance populaire a été organisée.

Plusieurs ministres ont pris part à cet évènement organisé par le ministère de la Culture et des Arts à l'occasion de la journée nationale du Moudjahid. **R. C.**

SORTIR

PHOTO Formation avec Fouad Bestandji. Fondements de la photo : 11-13 août. Photo studio : 15-17 août. Réservation et infos en ligne, dans la limite des places disponibles. Cliquez sur Billets ou allez à : bestandji.com/formation.

PLASTICIENS Programme virtuel de l'agence algérienne pour le rayonnement culturel : présentation d'artistes plasticiens d'Algérie.
- Parcours et approche artistique de Nariman Ghlamallah (vidéo), à partir de son atelier à Alger.
- Rencontre avec Hachemi Ameur dans son atelier à Mostaganem…

DOCUMENTAIRE Diffusion en ligne du film documentaire Souvenir dans un exil, produit et réalisé par Mokhtar Kerboua (2018).
Après l'invasion de la France par les forces nazies, en 1941, le gouvernement de Vichy a arrêté des rebelles antinazis et les a conduits vers un camp de détention au sud de l'Algérie, à Djelfa. Voir dans page Facebook de l'Agence algérienne pour le rayonnement culturel.

THEATRE Nouvelle production pour enfants du Théâtre régional Abdelkader-Alloula d'Oran : Qitar eddounia (Le train de la vie). Pièce écrite par Mansouri Bachir, mise en scène de Houari Abdelkhalek, scénographie de Mouffok Djillali. Un spectacle qui sera présenté après la levée du confinement sanitaire.

SINGLE Nouveaux titres du groupe pop Index Dz d'Alger sur Youtube : Aâyit (Je suis fatigué, 03: 55) ; Da Malik (03 :24). Et reprise du cover Sept heures moins quart, titre adapté à l'urgence sanitaire de l'heure pour prévenir contre la propagation du coronavirus.

CLIP Nouvelle chanson Qololi (Dites-moi) du collectif El Bandia Social Club. Les artistes Hamidou, Baâziz, Abderahmane Djalti, Kamel Bouakaz, Fouad Chemlal, Mohamed Lamine, Fathi Tabouche, Hakim Salhi, Mohamed KG2, Noureddine Allane, Mohamed Reda Djender, Mennacer Mustapha et Reda Sika appellent au partage avec humour.

LECTURE En partenariat avec les éditions Gallimard, l'Institut français d'Alger propose une sélection de 12 courts essais d'actualité en lien avec la crise sanitaire, jusqu'au jeudi 06 août. A la Une : Alain Bore-Le retirement du monde ; Erik Orsenna-L'unité de la vie.
Publication n°1 : Edgar Morin-Un festival d'incertitudes…
Voir la programmation dans Tracts de crises Gallimard (11 & 12 / 12) dans la rubrique Français & littérature.
Consulter admin.if-algerie.com/alger/agenda-culturel

FESTIVAL 18e édition des Rencontres Cinématographiques de Béjaïa. Avec l'association Project'heurts du samedi 19 au jeudi 24 septembre (date à confirmer). Films : courts et longs métrages, documentaires et films d'animation datant de 2019 ou 2020.
Lieux : Salle de la Cinémathèque, cafétéria du Théâtre régional Abdelmalek-Bouguermouh de Béjaïa.

OSCARS L'Académie des arts et sciences du cinéma – Académie des Oscars – à Los Angeles a invité les cinéastes algériens Malek Bensmail et Salem Brahimi à rejoindre cette année la liste de ses 819 nouveaux membres. La prochaine édition des Oscars – la 93e du genre –est prévue pour le dimanche 25 avril 2021.

HORAIRES DES PRIÈRES	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
ANNABA	04:20	12:32	16:15	19:15	20:39
CONSTANTINE	04:26	12:37	16:19	19:19	20:42
ALGER	04:39	12:51	16:34	19:34	20:57
OUARGLA	04:43	12:42	16:20	19:19	20:36
CHLEF	04:48	12:58	16:40	19:40	21:02
MOSTAGANEM	04:54	13:03	16:45	19:45	21:07
ORAN	04:57	13:06	16:47	19:47	21:09

LE JEUNE
INDÉPENDANT

N° 6769 – SAMEDI 22 AOÛT 2020

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Météo

	Maximales	Minimales
Alger	34°	23°
Oran	37°	23°
Constantine	40°	23°
Ouargla	45°	29°

TEBBOUNE INSPECTE SES DIFFÉRENTES STRUCTURES

La Grande Mosquée d'Alger inaugurée le 1er novembre



Le chef de l'État, a effectué, une visite de travail à la Grande mosquée d'Alger au cours de laquelle, il a inspecté les différentes structures de cet édifice religieux, culturel et scientifique. Le Président a entamé sa visite en inspectant la Salle de prière de la grande Mosquée d'Alger, où il a accompli la première prière (Tahiyat El Massdjid), en ce jour béni du 1er Muharram du nouvel an Hidjri 1442. Lors de cette halte, le Président a mis en avant l'importance de préserver la salle de prière, réalisée par des matières premières locales, tout en insistant sur la nécessité de sauvegarder ses différentes composantes. Il a relevé, dans ce sillage, que les ornements réalisés dans cette salle de prière ont été conçus par des compétences algériennes.

Le Président Tebboune a été accueilli, à son arrivée à la Grande Mosquée, par le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Slimane Chenine, le Premier ministre, Abdelaziz Djerrad, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamel Beldjoud, le Conseiller à la Présidence de la République, Abdelhafidh Allahoum et le ministre Conseiller à la communication, porte-parole officiel de la Présidence de la République, Belaïd Mohand Oussaïd. Le ministre des Affaires religieuses et des Waqfs, Youcef Belmehdi, le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Kamel Nasri, le président du Haut conseil islamique (HCI), Bouabdallah Ghlamallah, ainsi que le wali d'Alger, Youcef Cherfa, étaient également parmi les personnalités présentes. S'étalant sur une superficie de 22.000 m2, la salle de prière de la grande Mosquée d'Alger peut accueillir jusqu'à 120000 fidèles avec la cour et l'esplanade.

Ornée par un tapis composé de 80% laine 20% polyamide comportant le symbole de 29 régions du pays, cette salle est munie d'un Minbar et d'une balustrade en bois décorés.

Le mihrab est incrusté par les 99 Noms saints d'Allah et le lustre de la salle (de 9,5 tonnes) comporte 357.000 cristaux Swarovski sans lampes (éclairage indirecte).La salle comporte quatre portes principales et la cour annexée à la salle comporte 44 arbres et 4 bassins (jets d'eau).1174 points d'ablutions seront mis à la disposition des fidèles ainsi que 158 sanitaires au niveau du sous-sol. Conçu pour protéger ce monument urbanistique et culturel d'éventuelles catastrophes sismiques, le système offre une garantie de 80 ans. Il est soumis à des contrôles périodiques pour s'assurer de son efficacité à tout moment, selon les précisions apportées par les responsables en charge de son fonctionnement.

M. D.

COVID-19 EN ALGÉRIE

409 nouveaux cas, 306 guérisons et 7 décès en 24 heures

L'ALGÉRIE a enregistré hier 409 nouvelles contaminations à la Covid-19, 306 guérisons et sept décès, portant le total des cas confirmés à 40.667, des guérisons à 28.587 et celui des décès à 1.418. «409 nouveaux cas confirmés de coronavirus (Covid-19), 306 guérisons et sept décès ont été recensés durant les dernières 24 heures en Algérie, portant le total des cas de contamination à 40.667, des guérisons à 28.587 et celui des décès à 1.418», a déclaré le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du coronavirus, Djamel Fourar.

Le porte-parole a précisé, lors du point de presse quotidien de suivi de l'évolution de la pandémie en Algérie, que le taux de contamination à la Covid-19 s'élève à 92 cas pour 100.000 habitants, ajoutant que les nouvelles contaminations enregistrées les 24 dernières heures représentent 1 cas pour 100.000 habitants.

Les wilayas d'Alger (4.170 cas), Oran (3.218 cas), Blida (3.004 cas), Sétif (2.844 cas) et Constantine (1.412 cas) représentent à elles seules 37 % des cas de contamination et 28% des décès enregistrés sur le territoire national.

Le Pr Fourar a également indiqué que 10 wilayas n'ont connu aucun cas au coronavirus et 24 autres ont recensé entre un et neuf cas, alors que 14 wilayas ont enregistré plus de dix cas. .Concernant le nombre de personnes hospitalisées en réanimation, indicateur de la pression de l'épidémie sur le système hospitalier, Pr Fourrar a fait état d'une légère augmentation, avec 41 patients admis dans les unités de soins intensifs à travers le pays (40 cas la veille).

Enfin, le responsable a souligné que la situation épidémiologique actuelle exige vigilance et observation des règles d'hygiène et de distanciation physique de la part des citoyens, rappelant l'obligation du respect du confinement et du port des masques.

Il a aussi appelé à veiller à la santé des personnes âgées, particulièrement celles souffrant de maladies chroniques. A l'échelle mondiale, le bilan du coronavirus ne cesse de s'alourdir avec 22.408.104 de cas confirmés dont 15.130.369 sont considérés aujourd'hui comme guéris et plus de 786.449 décès.

Ce nombre de cas diagnostiqués ne reflète toutefois qu'une fraction du nombre réel de contaminations. Certains pays ne testent que les cas graves, d'autres utilisent les tests en priorité pour le traçage et nombre de pays pauvres ne disposent que de capacités de dépistage limitées.

Sur la journée de jeudi, 5.821 nouveaux décès et 246.049 nouveaux cas ont été recensés dans le monde. Les pays qui ont enregistré le plus de nouveaux décès dans leurs derniers bilans sont le Brésil avec 1.322 nouveaux morts, les États-Unis (974) et l'Inde (687).

Les États-Unis sont le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec 138.360 décès pour 3.576.430 cas recensés, selon le comptage de l'université Johns Hopkins. Au moins 1.075.882 personnes ont été déclarées guéries. Après les États-Unis, les pays les plus touchés sont le Brésil avec 76.688 morts pour 2.012.151 cas, le Royaume-Uni avec 45.119 morts (292.552 cas), le Mexique avec 37.574 morts (324.041 cas), et l'Italie avec 35.017 morts (243.736 cas).

Mohamed Mecelti

VISITE À MÉDÉA DE NAZIH BERRAMADANE

Une plateforme numérique pour le mouvement associatif

LA CONSTRUCTION de la Nouvelle République s'appuiera aussi sur les forces vives, notamment le mouvement associatif dans ses différentes composantes afin d' asseoir les bases de la démocratie participative dans le processus de gouvernance au service de l'intérêt général, a indiqué le conseiller auprès du Président de la République chargé du mouvement associatif et de la communauté nationale à l'étranger, Nazih Berramadane.

Car, «L'implication du mouvement associatif à travers les associations sociales, caritatives, de quartiers, dans un cadre organisé, est de nature à donner aux citoyens la meilleure possibilité de faire connaitre leurs préoccupations et avis concernant les projets de développement répondant au mieux à leurs besoins pour une prise en charge ciblée et efficiente».

Le conseiller auprès du Président de la République qui était présent, jeudi dans la wilaya de Médéa, à l'occasion de la célébration de la journée du 20 août, a pris part à une rencontre avec les représentants des organisations associatives de la wilaya, organisée à la salle des conférences Arslan de l'université Yahia Farès de Médéa.

Pour M. Nazih Berramdane, la rencontre avec les représentants du mouvement associatif de la wilaya de Médéa s'inscrit dans le cadre des rencontres de concertation qui ont lieu à travers le pays en vue de la préparation d'une plateforme numérique qui servira de base à l'organisation du mouvement associatif afin d'en faire un véritable outil dans le processus de construction de la Nouvelle République. Nazih Berramdane a mis en avant, par ailleurs, la volonté affichée par le président de la République de promouvoir le rôle de la société civile et le raffermissement de ses liens avec les institutions de l'Etat, dans le cadre de la démocratie participative au service de l'intérêt général. Car, dira-t-il, outre de faire du mouvement associatif un allié de premier ordre dans la démarche tendant au redressement de l'Etat, il s'agira d'en faire un outil permettant de favoriser le travail participatif dans la création de richesse et de promouvoir l'esprit de préservation des institutions.

Nabil B.